

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1597. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

ACCORD DU 15 JUILLET 2015
RELATIF À L'INDEMNITÉ DE PETITS DÉPLACEMENTS
POUR L'ANNÉE 2015
(PACA)
NOR : ASET1550803M
IDCC : 1596, 1597

Entre :

La FRB Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

L'UR CAPEB Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

La fédération Provence-Alpes-Côte d'Azur - Corse des SCOP du BTP,

D'une part, et

L'URCB CFDT Provence-Alpes-Côte d'Azur,

L'UR BATIMAT-TP CFTC Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

L'UR BTP FO Provence-Alpes-Côte d'Azur,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les indemnités de petits déplacements concernant les ouvriers du bâtiment de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, employés par les entreprises du bâtiment visées et non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, seront fixées dans les conditions fixées ci-après :

I. – Indemnité de repas

Indemnité de repas : 9,77 €.

II. – Indemnité de frais de transport

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ DE TRANSPORT
1 (0 à 10 km)	3,09
2 (10 à 20 km)	5,44
3 (20 à 30 km)	7,31
4 (40 à 50 km)	9,55
5 (40 à 50 km)	12,53

III. – Indemnité de trajet

(En euros.)

ZONE	INDEMNITÉ DE TRAJET
1 (0 à 10 km)	2,00
2 (10 à 20 km)	3,18
3 (20 à 30 km)	4,29
4 (30 à 40 km)	5,68
5 (40 à 50 km)	6,75

Conformément à l'accord régional du 13 avril 1995, la zone 1A est supprimée dans toute la région.

L'indemnité de frais de transport et l'indemnité de frais de trajet sont appliquées de 0 à 10 km.

Conformément aux articles L. 2231-6 et R. 2231-2 du code du travail, le présent accord sera adressé à la direction générale du travail (DGT), dépôt des accords collectifs, à Paris 15^e, et un exemplaire sera remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Marseille.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social.

Celui-ci entrera en vigueur à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de l'arrêté ministériel portant extension du présent accord.

Fait à Marseille, le 15 juillet 2015.

(Suivent les signatures.)